Plaidoyer pour l'arrêt des emprisonnements arbitraires au Burundi

PANA, 17 juillet 2019 La Société civile plaide l'arrêt des emprisonnements arbitraires, à la veille du "Nelson Mandela Day", au Burundi Bujumbura, Burundi - L'association « Solidarité avec les prisonniers et leurs familles » (SPF, indépendante) a plaidé, mercredi, l'arrêt des emprisonnements arbitraires au Burundi, à la veille de la Journée internationale Nelson Mandela qui célèbre l'œuvre en faveur de la paix et de la liberté de l'ancien président et l'un des plus vieux prisonniers d'opinion du régime s'grégationniste blanc d'Afrique du Sud.

Au Burundi, plus de 10.000 détenus croupissent actuellement dans les différentes maisons d'arrêt du pays, certains au-delà des délais légaux de détention, lit-on dans la déclaration de SPF, à la veille du "Nelson Mandela Day". L'un des détenus, SPF se félicite de la libération de 2.831 détenus depuis le début de cette année, à la faveur d'une mesure présidentielle, ainsi que de l'allègement des peines pour 414 autres prisonniers. L'organisation de la société civile demande "une minute de silence" dans tout le pays, à la mi-journée de jeudi, pour marquer le Nelson Mandela Day, instauré en 2009, par l'Assemblée générale des Nations unies. Depuis, le 18 juillet de chaque année correspond à la naissance de Nelson Mandela et l'ONU se joint à la « Fondation Nelson Mandela » pour exhorter le monde à consacrer 67 minutes de son temps à aider les autres, afin de commémorer la Journée internationale qui lui a été dédiée. Les 67 minutes correspondent aux 67 années de militantisme du vieux leader sud-africain, d'une mort naturelle à l'âge de 95 ans. Sa libération, en 1990, sonnera le glas à l'apartheid et trois ans plus tard, un prix Nobel de la paix lui sera conjointement décerné avec le président sud-africain de l'époque, Frederik de Klerk. Mandela succédera à De l'année suivante. Les Burundais considèrent aussi Nelson Rolihlahla Mandela comme leur libérateur de la guerre civile des années 1990-2000. C'est en décembre 1999 que des chefs d'Etats d'Afrique de l'Est et australe, réunis à Arusha (Tanzanie), ont signé l'ancien président sud-africain comme nouveau médiateur dans le processus de paix inter-burundais. Le processus de paix avait été enclenché pour mettre fin à plus d'une décennie de guerre civile caractérisée par une violence civile ayant fait au moins 300.000 morts et poussé, en exil intérieur et extérieur, plus d'un million d'autres citoyens burundais. Nelson Mandela remplaçait l'ancien président tanzanien, Julius Nyerere, suite à son décès inopiné, alors que le processus inter-burundais n'en était qu'à ses débuts. Sous l'égide de Nelson Mandela, le processus s'accéléra et les parties belligères burundaises signeront, en août 2000, à Arusha, en Tanzanie, un accord historique ayant permis de stabiliser le pays, jusqu'en 2015. L'accord d'Arusha prévoyait un mécanisme de partage plus équitable du pouvoir entre les principales ethnies antagonistes, dans des proportions de 60%, pour la composante majoritaire des Hutu, et de 40%, pour la minorité Tutsi. Depuis avril 2015, la stabilité socio-politique du Burundi chancelle à nouveau, suite à une crise autour des élections controversées et à des vagues de violences, dont une tentative de putsch militaire manquée. Plusieurs médiations régionales et internationales se sont soldées par un échec, à « faute d'un leader de la trempe de Nelson Mandela », disent les analystes à Bujumbura. On rappelle que, du temps de sa médiation dans le processus de paix au Burundi, Nelson Mandela avait visité la prison centrale de Bujumbura, dans une tentative d'obtenir la libération des prisonniers politiques, parmi lesquels d'anciens combattants rebelles de la guerre civile. La conviction de l'homme d'Etat, qui a passé 27 ans enfermé, était que « si nous voulons être sérieusement engagés pour la libération de tous les prisonniers politiques doivent être libérés pour qu'ils puissent prendre part au processus de recherche de la paix au Burundi. Mandela s'attendait à montrer l'horrible d'apprendre que beaucoup de détenus de la prison centrale de Bujumbura étaient depuis de longues années, sans jugement, et dans des conditions carcérales « inhumaines et dégradantes ». Des condamnés à mort s'attendaient à pleurer et à chanter pour le leader sud-africain qui disait encore que ce qu'il avait de voir à la prison de Bujumbura lui prendra « longtemps » avant de s'en remettre. C'est suite à la crise électorale de 2015 qu'on reparle à nouveau de "prisonniers politiques" au Burundi.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});